

Orban cherche à prévenir son exclusion du PPE

Manfred Weber, chef de file de la droite pour les européennes, était à Budapest mardi, pour renouer le contact

BERLIN, BRUXELLES, VIENNE -
correspondants

Des panneaux immaculés. Voilà ce que Manfred Weber, le chef de file de la droite au Parlement européen, a pu admirer lorsqu'il a quitté l'aéroport de Budapest, mardi 12 mars, pour aller rencontrer en tête à tête Viktor Orban. Recouvertes dans la nuit, ces affiches associaient, la veille encore, des photos de Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, et du milliardaire juif américain George Soros, semblant ourdir, dans le secret des puissants, le « grand remplacement » diabolique des Hongrois par des foules musulmanes.

Ces affiches ainsi recouvertes, dignes des méthodes communistes, auraient pu achever de convaincre M. Weber – membre de la CSU, l'aile bavaroise de la droite allemande, et candidat du Parti populaire européen (PPE) à la présidence de la Commission – que la Hongrie était durablement en rupture de ban. Pourtant, le responsable allemand, tout en admettant que « les problèmes ne sont pas résolus », a cherché de nouveau à éviter l'exclusion du Fidesz, le parti de M. Orban, du PPE.

Menés par un noyau dur du Benelux et de Scandinavie, douze partis membres du PPE, dans neuf pays, ont bien l'intention d'obtenir le départ de Viktor Orban, à l'occasion d'une assemblée décisive le 20 mars à Bruxelles. La

semaine dernière, M. Weber avait fixé un ultimatum à Viktor Orban, exigeant l'arrêt définitif de toute campagne anti-Bruxelles, mais aussi des « excuses » de la part de la Hongrie pour les « soucis qu'elle a créés aux autres partis membres du PPE » ainsi que le maintien de l'autorisation d'une délivrance, par l'Université d'Europe centrale (CEU), de ses diplômes américains.

« Le premier ministre n'a voulu vexer personne, a assuré le bras droit de M. Orban, Gergely Gulyas, après le départ du visiteur. Mais s'il a blessé qui que ce soit, il est prêt à demander pardon. » M. Gulyas promet aussi que la prochaine campagne du gouvernement hongrois ne visera plus Bruxelles, ce qui pourrait suffire à M. Weber pour plaider la clémence.

« La chèvre et le chou »

« Les Allemands, qui dominent le PPE, parlent de ligne rouge à ne pas franchir depuis neuf ans », ironise Adrien Beauduin, un étudiant de la CEU qui a interpellé M. Weber alors que ce dernier était venu rendre visite au recteur de l'université, sur le point de quitter la Hongrie en raison des restrictions imposées par le gouvernement. « Cela fait longtemps que la Hongrie a dépassé toutes les lignes rouges ! Cet appel au dialogue en permanence, cette manière de ménager sans cesse la chèvre et le chou, c'est ridicule. Quelle hypocrisie. »

Selon un document que *Le Monde* a consulté, l'assemblée

politique est composée de 264 membres (chefs de partis, membres nationaux, élus à Strasbourg). La délégation nationale la plus importante est celle des Allemands de la CDU (19 membres). Viennent ensuite Les Républicains français (14 membres), les Espagnols du Parti populaire (14 membres), les Polonais de la Plate-forme civique (15) et les Hongrois du Fidesz (11 membres). Mais selon plusieurs sources au PPE, il est peu probable que tous feront le déplacement à Bruxelles : « Ça va être "courage fuyons" », pronostique-t-on chez LR. Ceux qui veulent expulser Orban vont venir, les autres non. »

Joseph Daul, le président du PPE, qui présidera l'assemblée politique, négocie d'arrache-pied

Selon une source au PPE, « exclure Viktor Orban fracturerait encore plus l'est et l'ouest de l'Europe »

une sortie de crise. Il se trouve dans une situation particulièrement inconfortable. « L'exclusion de M. Orban fracturerait encore plus l'est et l'ouest de l'Europe », assure une source au PPE. La décision est d'autant plus compliquée que M. Weber, un Bavarois de la CSU, très conservateur, doit

une partie de sa légitimité au soutien que peuvent lui apporter les partis de l'Est au sein du PPE. D'un autre côté, cacher de nouveau la poussière sous le tapis, et maintenir le Fidesz au PPE malgré les provocations répétées du Hongrois, brouillerait complètement la campagne des européennes de M. Weber.

« Raisons historiques »

La CSU et la Bavière étaient jusqu'à présent les soutiens les plus forts du premier ministre hongrois auprès des institutions européennes. « La CSU a toujours milité pour le maintien du Fidesz au sein du PPE, rappelle Ulf Brunnbauer, directeur de l'Institut Leibniz pour la recherche sur l'Europe de l'Est et du Sud. Les raisons sont d'abord historiques. De nombreux réfugiés hongrois, qui avaient fui le régime communiste, se sont installés en Bavière, où ils ont été soutenus. »

Mais au sein de la CSU, fin février, Markus Söder, le ministre-président de la Bavière, a pour la première fois critiqué ouvertement l'attitude de Viktor Orban. « Les déclarations de Viktor Orban ne sont pas acceptables », a-t-il déclaré dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Faut-il couper les ponts pour autant ? Ni la CDU ni la CSU ne sont pour l'instant prêtes à passer le cap. ■

CÉCILE BOUTELET,
CÉCILE DUCOURTIEUX
ET BLAISE GAUQUELIN

L'ALDE renonce aux dons d'entreprises

L'Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe (ALDE), qui rassemble les partis centristes au Parlement européen et devrait s'allier à La République en marche (LRM) après les élections de mai, a renoncé, le 12 mars, à ses financements privés. L'ALDE a été critiquée par Marine Le Pen pour avoir reçu de l'argent du groupe Bayer-Monsanto. « Pour mettre fin à toute confusion, le bureau du parti a décidé de mettre fin à tout sponsoring d'entreprises », a expliqué la formation. Le directeur de campagne de LRM, Stéphane Séjourné, avait mis en cause ces financements et dit que les euro-députés du parti ne siègeraient pas avec l'ALDE sans changement.